

"Paquet" Monti : stop

Suite à l'annonce, en décembre dernier, devant le Parlement européen, par le commissaire en charge de la concurrence, Mario Monti, de textes sur les aides d'Etat et les compensations d'obligations de service public, un "paquet" de six textes, préparés par la DG concurrence, circule. Il s'agit de : un projet de directive de la Commission modifiant la directive 80/723/CEE relative à la transparence des relations financières entre les Etats membres et les entreprises publiques, une décision de la Commission concernant l'application des dispositions de l'article 86 du traité aux aides d'Etat sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général, une communication de la Commission relative à l'application des dispositions de l'article 87 paragraphe 1 du traité CE aux compensations de service public, un encadrement communautaire des aides d'Etat sous forme de compensation de service public, de projets de communication de la Commission sur les aides d'Etat de faible montant et sur celles qui ont un effet limité sur les échanges intracommunautaires (voir également bulletins 141 et 145).

La lecture de l'ensemble des textes fait ressortir qu'il s'agit d'un véritable "paquet" en ce sens qu'ils présentent une approche cohérente, et qui ne dit pas son nom, des services d'intérêt général, dans la lignée du "Non paper" sur les aides d'Etat de novembre 2002 (voir bulletin 121).

Quelle approche ressort de ces textes ?

- ils ne s'intéressent qu'à la partie financement des services d'intérêt général, qui fait certes l'objet de fortes demandes de sécurité de la part de nombreux acteurs, mais que l'on peut difficilement dissocier des enjeux de définition services d'intérêt général/services d'intérêt économiques général (SIG/SIEG), de régulation et d'évaluation,

- en matière de contrôle du financement des obligations de services publics (OSP), ils attribuent la décision à la Commission sur la base de l'article 86-3 du traité CE, alors que le Parlement demande la co-décision et que certains Etats membres demandent l'adoption par le Conseil,

- la Commission s'arroge le droit d'apprécier la qualification de SIG ou SIEG par les Etats membres, au delà du critère d'"erreur manifeste" jusqu'ici en vigueur,

- elle outrepassse l'arrêt Altmark en qualifiant d'aides d'Etat certaines compensations, pour ensuite les exonérer de notification,

- elle qualifie d'"avantages" les compensations d'obligations de service public,

- elle étend la qualification de SIEG à l'activité hospitalière, alors que, comme l'éducation et les services sociaux, elle fait partie de la zone frontière,

- elle formalise juridiquement la notion "d'attribution de services publics", alors que celle-ci est fortement contestée par le Parlement européen, la plupart des Etats membres, la société civile, les opérateurs.

"Monti Package" : stop

Following the announcement made before the European Parliament by the Commissioner responsible for Competition, Mario Monti, concerning texts on State Aid and compensation for public service obligation, a « package » prepared by DG competition comprising of six texts is in circulation. It comprises of: a directive draft of the Commission amending directive 80/723/EEC concerning transparency in financial relations between Member States and Public undertakings; a Commission's decision concerning the application of measures from article 86 of the Treaty to State Aid in the form of compensation for public services, awarded to some companies responsible for the management of services of general economic interest; a communication by the Commission concerning the application of measures from paragraph 1 of article 87 of the EC Treaty, to public service compensations; a Community framework of State Aid in the form of public service compensation; communication drafts of the Commission on State Aid of small amounts and those whose effect on intra-Community trade is minimal (see bulletins 141 and 145).

The examination of all these texts reveals that they form a real "package" in so far as they represent a coherent approach to services of general interest, without expressly declaring it, in accordance with the "Non Paper" on State Aid, published in November 2002 (see bulletin 121).

What sort of approach emerges from these texts?

-they only dwell on the funding aspect of services of general interest, whose assurance has certainly been strongly sought after by a number of concerned actors, but which can nevertheless hardly be dissociated from the stakes of the definition of services of general interest/services of general economic interest (SGI/SGEI), of regulation and that of assessment.

- on questions of verification and funding of public services obligations (PSO), they ascribe the decision to the Commission on the basis of article 86-3 of the EC Treaty, whereas the European Parliament is asking for the co-decision procedure and that some Member States are calling for its adoption by the Council.

- the Commission assumes the right to judge the qualification of SGI or of SGEI by Member States beyond the criteria of "evident error" hitherto in force.

- it neglects the Altmark judgement by qualifying as State Aid certain compensations so as to exempt them from the prior information requirement.

- it considers public service obligations compensations as "benefits",

-it extends the qualification of SGEI to hospital activities, whereas, just like education and social services, such activities lie within the border zone

-it legally formalises the notion of "the attribution of public services" whilst this is strongly opposed by the European Parliament, by most Member States, by the Civil society and by operators;

Ainsi, après la proposition de directive sur les "services dans le marché intérieur" du 13 janvier dernier (voir bulletin 144), les services de la Commission préparent des textes présentés comme techniques mais qui dissimulent une idéologie qui n'apparaît qu'à la lecture de l'ensemble du "paquet" et qui conduit à une conception destructrice des services d'intérêt général.

Malgré le travail intéressant lancé avec la consultation sur le Livre vert sur les SIG, il semble que la Commission veuille boucler le maximum de dossiers avant la fin de sa mandature, à l'automne prochain, et verrouiller les positions sur les SIG, sans prendre le temps d'écouter les avis qui s'expriment (Parlement, Conseil, société civile, syndicats), ni de préparer des propositions présentant de véritables perspectives aux citoyens. Bien au contraire, elle semble s'emballer, oublier que les SIG sont constitutifs de la civilisation européenne et de son modèle de société, qu'ils participent de l'exercice des droits fondamentaux de la personne, sont facteurs de cohésion sociale, économique et territoriale, facteurs d'identité et sont des éléments d'un développement durable.

On ne peut imaginer que la Commission est une machine folle, qui poursuit le but de rendre la construction européenne étrangère aux attentes des citoyens européens, au point de les en détacher et de préparer ainsi l'échec de l'Union.

K. Varin, P. Bauby, J-C. Boual

Société coopérative européenne

Le Parlement européen a demandé à la Cour de justice, le 2 décembre dernier, d'annuler le règlement du Conseil sur le statut de la société coopérative européenne (voir bulletin 134/135). Il ne conteste pas les effets de ce règlement, mais demande qu'il soit fondé sur la base de l'article 251 CE, qui prévoit la co-décision entre le Conseil et le Parlement, et non sur celle de l'article 308, qui prévoit la décision unanime du Conseil après consultation du Parlement.

Cour de justice

Dans un arrêt C-440/00, du 13 janvier 2004, la Cour dit que le fait que la direction centrale d'un groupe d'entreprises de dimension européenne ne soit pas située dans un Etat membre de l'Union européenne ne permet pas à ce groupe d'échapper à l'obligation d'information des salariés. L'entreprise qui emploie le plus grand nombre de travailleurs fait office de direction centrale pour les entreprises situées dans l'Union et elle est tenue de demander les informations nécessaires pour la constitution du comité d'entreprise européen aux entreprises du groupe situées sur le territoire des Etats membres qui, elles-mêmes, ont l'obligation de lui fournir ces informations.

En l'occurrence, conformément à la directive européenne 94/45/CE du 22 septembre 1994, l'entreprise allemande Kühne & Nagel AG & Co. KG, du groupe Kühne et Nagel, devait se procurer les informations nécessaires auprès des entreprises établies dans les autres Etats membres et fournir ces informations au comité d'entreprise allemand, malgré l'avis contraire de la société mère établie en Suisse.

Thus after the directive proposal on "services in the internal market" dated 13th January 2004 (see bulletin 144), the Commission's services are preparing texts which are considered as technical but which cover an ideology which is discernible only after the examination of the complete "package" and which leads to a damaging conception of services of general interest.

Despite the interesting work launched through the consultation on the Green Paper on SGI it appears that the Commission is determined to tackle as many issues as possible before the end of its mandate, this coming autumn, and thus seal positions concerning SGI, without allowing for sufficient time to listen to opinions being expressed (Parliament, Council, Civil Society, unions) nor preparing proposals bringing forward genuine perspectives for citizens. Quite on the contrary, it seems to be taken away, forgetting that SGI are part and parcel of the European civilisation and of its model for a society, that they take part in the exercise of individual's fundamental rights, are factors of social, economic and territorial cohesion, factors of identity and elements for sustainable development.

One gets the impression that the Commission has turned into an uncontrollable machine, which has embarked on the pursuit of rendering the European construction dissociated from the expectations of European citizens, to the extent of detaching them from it and thus setting up conditions for the failure of the Union.

K. Varin, P. Bauby, J-C. Boual

European Cooperative Company

On 2nd December 2003, the European Parliament asked the Court of justice to cancel the Council's regulation on the status of the European Cooperative Company (see bulletin 134/135). It is not contesting the effects of this regulation rather it is demanding that it should be based on article 251 EC, which provides for the co-decision procedure between the Council and the Parliament and, not based on article 308, which allows for unanimous decision of the Council after consultation with the Parliament.

Court of Justice

In a judgement n° C-440/00 of 13th January 2004, the Court of Justice states that the fact that the headquarters of a group of companies of European dimension is not situated in a Member State, does not exempt the group from the obligation of providing information concerning its employees. The company with the largest number of employees is considered as the headquarters for other companies situated in the Union and is thus required to collect information for the setting up of a European company committee for the group's companies established in Member State territories, companies which are under the obligation to provide the required information.

Thus, in line with the European directive 94/45/CE dated 22 September 1994, the German Company Kühne and Nagel AG and Co. KG forming part of the group Kühne and Nagel, is to collect the necessary information from companies established in other Member States and forward it to the German company committee, despite contradictory opinion from the mother company based in Switzerland.

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 43 71 20 28. E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et *and* Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 €. *Subscription for 1 year: € 100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.